

**Pour la mise en œuvre, enfin, de politiques fiscales,
sociales et environnementales justes :
le 13 octobre 2026 et après, toutes et tous concerné.es,
toutes et tous dans l'action.**

Les projets de budgets 2027 ont été présentés en conseil des ministres et les discussions parlementaires débiteront le 13 octobre. L'objectif du gouvernement est de ramener le déficit à 5 % du PIB, non pas en augmentant les recettes mais une fois encore en réduisant les dépenses. Le 1er ministre nous assure que tout le monde participera à l'effort collectif, mais le PLF nous prouve le contraire !

Toujours moins de fonctionnaires, toujours moins d'agent.es à la DGCCRF

Comme depuis plusieurs années déjà, l'effort pour réduire le déficit à 5 % reposera sur les fonctionnaires et les services publics. Ce sont 1076 emplois qui seront supprimés dans la fonction publique d'État : les agences de l'État, les ministères de l'Agriculture, de la Transition écologique et de l'Économie seront les plus impactés. Concernant la DGCCRF, c'est 13 ETP en moins qui sont annoncés. Cela va continuer à dégrader nos conditions de travail et l'exercice de nos missions.

Gel du point d'indice et retraites des fonctionnaires jetées en pâture !

Le point d'indice sera, pour la quatrième année consécutive, gelé. Rappelons que depuis 2017, la valeur du point n'a progressé que d'environ 5 %, quand l'inflation cumulée atteindra 24 % en fin d'année. Après la journée de grève du 29 septembre, un rendez-vous salarial avec les organisations syndicales de la fonction publique a eu lieu avec une seule proposition du ministre : passer le pied de grille de 366 à 372. Cela ne changera donc rien pour les fonctionnaires concernés puisqu'ils seront toujours au SMIC mais sans l'indemnité différentielle.

En toute discrétion, un article du PLF 2027 prévoit de rendre visible la part des budgets ministériels dédiée aux pensions afin de montrer le taux de cotisations « élevés » et donc le « besoin d'équilibre » du régime des pensions. Derrière cet article de forme, c'est un moyen de stigmatiser les retraites de la fonction publique pour montrer qu'une partie importante des budgets des ministères ne va pas directement aux services publics mais sert à payer les retraites des fonctionnaires !

Tour de vis pour les retraités, les précaires et les malades

Ce PLF 2027 considère les retraités touchant une pension de 1260 euros comme riches, puisque seules les retraites en dessous suivront l'inflation. Pour celles entre 1260 et 2034 euros, elles seront a priori sous-indexées, c'est-à-dire qu'elles augmenteront mais moins vite que l'inflation. De plus, le plafond pour bénéficier de l'abattement fiscal de 10% dont bénéficient les retraités sera abaissé.

Les plus précaires sont aussi dans le viseur puisque l'allocation de rentrée scolaire aura un coup de rabot de 600 millions d'euros et les APL et les prestations familiales seront gelées. Les malades, accidentés du travail et les plus vulnérables seront une nouvelle fois la cible de choix du gouvernement : baisse des remboursements de médicaments, baisse des indemnités d'accidents du travail et de maladies professionnelles, augmentation des franchises médicales...

Sans oublier que la majorité de la population verra sur de très nombreux produits une augmentation de la TVA. Rappelons que selon l'INSEE, la TVA représente 12 % des revenus des 10 % des ménages les plus modestes, contre 5 % des revenus des 10 % des ménages les plus riches.

PLF 2027 : le triomphe de l'injustice

Malgré l'explosion des inégalités de revenus et de patrimoine, les plus aisés ne seront pas soumis à l'effort collectif comme le prétend le 1er ministre et pire, de nouveaux cadeaux fiscaux leur sont accordés : la surtaxe sur les grandes entreprises sera réduite de 2,5 milliards d'euros ; la mise en place du plan « transmission 2027 » qui permettra une réduction des droits de succession pour les plus fortunés, les niches fiscales bénéficiant aux plus grandes fortunes sont maintenues comme c'est le cas pour le pacte Dutreil, tout comme les niches fiscales climaticides.

Pendant ce temps, la jeunesse se mobilise !

Depuis plusieurs semaines, lycéen·nes et étudiant·es se mobilisent pour dénoncer la dégradation de leurs conditions d'études, Parcoursup, le manque de personnel, le manque de moyens, les politiques qui organisent la casse des services publics et, plus largement, l'avenir que cette société leur réserve. Cette mobilisation est d'une ampleur historique, comme les manifestations des 6 et 8 octobre en ont été la démonstration.

Les revendications de ce mouvement rejoignent celles que nous portons au quotidien : des services publics accessibles, des conditions d'études et de travail dignes, des droits sociaux renforcés, une rupture avec les politiques d'austérité, une écologie protectrice du monde du travail et de l'ensemble de la population, et la lutte sans concession contre l'extrême droite.

La mobilisation de la jeunesse montre qu'une colère profonde existe dans le pays. La grève du 29 septembre en avait déjà été l'illustration. Le désengagement de l'État des services publics touche aussi bien les lycéen·nes et les étudiant·es que leurs enseignant·es, les AESH, les pompiers, les soignant·es et plus largement les travailleuses et travailleurs. Dans le même temps, tout augmente sauf les salaires et les pensions alors que les plus riches sont de plus en plus riches. C'est pourquoi, nos colères doivent s'agréger.

Alors que le gouvernement prépare ce nouveau budget marqué par des dizaines de milliards d'euros de coupes, il poursuit la même logique. Faire payer la crise aux travailleuses et travailleurs, aux précaires, aux jeunes et aux retraité·es, tout en continuant de préserver les intérêts des plus riches. La mobilisation de la jeunesse est aussi une mobilisation contre cette politique de régression sociale.

**Solidaires CCRF & SCL appelle à faire des mobilisations
du 13 octobre un nouveau temps fort de convergence
par la grève.**

